

16 février 2000, Québec

Allocution devant la Chambre de commerce de Ste-Foy

Madame la Présidente de la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy,

Madame la Mairesse de Sainte-Foy,

Monsieur le Recteur de l'Université Laval,

Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Vous tous, chers amis,

Je voudrais d'abord remercier de leur accueil les dirigeants et les membres de la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy, que je tiens à saluer tout particulièrement. À plusieurs reprises, vous m'avez donné l'occasion de prendre la parole à des moments importants. Nous sommes aujourd'hui à l'aube d'un grand rendez-vous: le Sommet du Québec et de la jeunesse. Il y a maintenant quatre ans, au printemps de 1996, c'est dans notre capitale que fut décidé, lors d'une conférence sur le devenir social et économique du Québec, de faire le ménage de nos finances publiques, de commencer à vivre selon nos moyens. Nous avons alors décidé de laisser aux générations futures un patrimoine collectif en meilleur état. Il y a quatre ans, l'horizon financier semblait bouché. Notre État était virtuellement en faillite, nos programmes de solidarité sociale étaient en péril et notre taux de chômage se maintenait à un niveau élevé. Il y a quatre ans, nous avons pris notre avenir en mains. Ce ne fut pas un choix facile. Plusieurs partenaires présents à cette époque autour de la table ont à la mémoire les difficultés que nous avons dû traverser et les efforts qui ont été nécessaires.

Mais nous avons réussi! Quatre ans plus tard, la situation n'est plus la même. Nos finances publiques sont saines. Nous n'empruntons plus pour faire l'épicerie, comme le dit l'expression populaire. Les Québécoises et les Québécois peuvent maintenant accéder à un marché de l'emploi vigoureux. Le taux de chômage a atteint 8,1 % en décembre dernier, son plus bas taux depuis 1976. Il s'est créé, chez nous, en 1999, 76 000 emplois qui s'ajoutent aux 86 000 de 1998. Pour et par les jeunes, il s'est créé, en 1999, 28 000 emplois, soit 37 % du total de l'année. C'est le meilleur résultat en 25 ans. La situation n'est certes pas parfaite.

Nous devons continuer à travailler sans relâche. Mais les prévisions économiques permettent de rester optimistes. Il y a quelques jours, la Banque Nationale annonçait que la croissance de l'économie du Québec devrait dépasser cette année la moyenne canadienne, du jamais vu depuis 13 ans. Dans notre capitale nationale et sa région, les choses aussi se sont améliorées. Son économie se diversifie, et les investissements y ont fait un bond de 11 % l'année dernière. Selon les prévisions du Conference Board, près de 30 000 emplois pourraient être créés dans la région de Québec d'ici la fin de l'année 2003. L'État reste un employeur important et a l'intention de le demeurer. Par contre, on voit poindre un peu partout des regroupements et des entreprises qui se démarquent, dans des créneaux d'activité inexistantes il y a seulement quelques années. Je pense notamment à la Cité de

l'optique, à Anapharm, à Louis Garneau Sports, à Exfo, à Copernic, à De Marque, dirigée, incidemment, par Monsieur Marc Boutet qui a coprésidé le chantier sur les défis de l'emploi.

Ça se devine et même ça se voit, le constat est clair : nos efforts en valaient la peine. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille revenir au bar ouvert dans la gestion de nos finances publiques. Mais, disons-le, l'avenir apparaît plus prometteur. Par ailleurs, certaines données, à juste titre, font réfléchir. Notre pyramide des âges tend nettement à s'inverser. Nos dépenses dans le secteur de la santé augmentent de plus en plus. Plusieurs régions du Québec connaissent un déclin de leur population, alors que d'autres, surtout en périphérie de nos deux grands centres, Montréal et Québec, sont en progression. Nos programmes sociaux font l'envie de bien des sociétés, mais nous sommes lourdement imposés. Nous vivons maintenant sans emprunter, mais notre dette accumulée atteint presque 100 000 000 000 \$, soit 52 % de notre PIB, ou si vous préférez 13 300 \$ par Québécoise et Québécois. À cela s'ajoute que les jeunes du Québec, bien qu'ils bénéficient comme tout le monde de l'essor économique des derniers mois, subissent un taux de chômage plus élevé que leurs aînés.

Plusieurs d'entre eux sont portés à jeter un regard trouble vers les années qui viennent. C'est dans cette situation que nous tiendrons la semaine prochaine l'engagement contracté, lors du dernier rendez-vous électoral, d'organiser un sommet. À l'époque, j'ai mentionné que le Québec devait avoir le courage de regarder ses jeunes dans les yeux. Je le pense toujours. Il nous faudra le faire sans préjugés ni tabous, avec l'intérêt supérieur du Québec en tête. Ce n'est pas seulement le désir de remplir un engagement électoral : plus les travaux préparatoires mobilisent les partenaires, plus l'échéance approche, plus je réalise à quel point ce sommet est nécessaire. Depuis l'été dernier, le ministre François Legault et son équipe ont travaillé d'arrache-pied pour concevoir les idées et les mesures proposées. Les 8 coprésidents de chantiers, mesdames Hélène Gagnon, Paule Leduc, Maryse Legagneur, Marie-Claude Sarrazin et messieurs Raymond Bachand, Marc Boutet, Gérald Larose et Richard Legendre, ont consacré un nombre important d'heures de travail bénévole à réfléchir, imaginer et énoncer des solutions. Je tiens à les remercier, eux et leurs 40 collègues de chantiers, pour leur dévouement à la cause des jeunes et à celle du Québec. Cette mobilisation a requis la participation de toutes les régions et nous a fait réaliser non seulement à quel point nos jeunes ont du talent, mais combien nous avons besoin d'eux. Ils font partie d'une génération active et branchée sur la modernité. Leur capacité d'adaptation aux changements est phénoménale. Avec notre entrée dans l'économie du savoir et notre ouverture aux marchés extérieurs, ils demeurent nos meilleurs atouts.

Et en plus ils sont réalistes. Il faut se rappeler que certains leaders jeunes ont été parmi les premiers à élever la voix pour dénoncer les excès de la mondialisation et ses impacts sur notre vie sociale et culturelle. Régulièrement, on apprend par les médias les succès obtenus par les jeunes du Québec un peu partout dans le monde. Leur créativité et leur imagination n'ont pas de frontières, et aucun domaine ne semble leur résister. Mais cette génération connaît également de réels problèmes. À côté de réussites éclatantes, plusieurs n'arrivent pas à trouver leur voie. D'autres perdent espoir. J'en suis particulièrement préoccupé. Je ne peux rester silencieux, bien que je sache que les recettes miracles n'existent pas. Beaucoup d'entre eux ont certainement du talent et de l'énergie à revendre. Mais ils abandonnent, faute parfois de soutien ou d'appui. Ce phénomène n'est pas nouveau. Mais l'habitude ne doit pas faire en sorte de le rendre acceptable. Nous allons ensemble nous pencher là-dessus. Au cours des dernières semaines, j'ai bien reçu les messages des jeunes. Ils sont préoccupés

par l'exclusion à laquelle plusieurs semblent confinés. Ils savent bien qu'ils seront moins nombreux et plus sollicités que la génération précédente. Mais ils veulent qu'on leur permette dès maintenant de commencer leur vie active, de participer pleinement à la société. C'est mon intention de faire en sorte que les portes s'ouvrent devant eux, devant chacun d'eux.

J'en profite pour vous faire part d'une réflexion. J'ai remarqué, tout comme vous j'en suis sûr, que quelques invités souhaiteraient passer la dette sous silence. Ou encore ne pas parler de la démographie et de ses impacts sur nos finances publiques. Nous devons pourtant compter avec les données du contexte actuel. Les intérêts sur notre dette nationale nous coûtent près de 8000000000 \$ par année, presque l'équivalent du budget annuel consacré à l'éducation. Avant de se remettre à l'investir, il faut tout de même en prendre note. Nous payons 3 100 000 000 \$ d'impôt de plus que la moyenne canadienne. Avant de lancer un débat, il faut savoir cela. Depuis 1983-1984, les transferts financiers fédéraux ont littéralement fondu, passant de 28,5 % de nos revenus budgétaires à moins de 15 %, pour l'exercice financier 2000-2001. Avant de parler d'investissement massif, il faut jeter un œil sur la réalité. Pour définir les solutions qui vont nous permettre d'aller de l'avant, il faut connaître les problèmes que nous devons surmonter. Autrement, ce serait faire l'autruche, ce ne serait ni réaliste ni crédible. Par contre, je comprends une partie des craintes exprimées et m'empresse d'y répondre. L'intention gouvernementale n'a jamais été de tenir un sommet sur la dette nationale ou la démographie. Mais nous devons tenir compte du contexte dans lequel nous évoluons. Qu'on se rassure toutefois, c'est vers l'avenir que nous voulons nous tourner, et non pas vers le passé. Pour les jeunes, nous nous sommes mobilisés. Nous avons écouté. Nous avons pris connaissance des rapports de chantiers. Et nous sommes prêts. Je me permets de vous soumettre quelques idées qui retiennent notre attention. L'éducation.

Les membres de tous les chantiers l'ont identifiée comme étant la clé du développement et de l'intégration des jeunes. Des discussions de fond se tiendront sur les priorités d'investissement dans les années qui viennent. Les partenaires concernés devront se parler et s'entendre. Plusieurs mesures devront faire l'objet d'engagements concrets pourvus de financement chiffré. Évidemment, il ne serait pas souhaitable de rédiger le budget de l'État lors d'un sommet. Mais le gouvernement devra ensuite tenir compte des orientations générales qui y seront définies et les concrétiser dans le prochain budget et ceux qui suivront. Par ailleurs, plusieurs proposent l'idée d'une « École ouverte sur son milieu ». Quoique onéreuse, elle apparaît porteuse d'espoir. Elle vise à transformer le lien des jeunes avec leur école, qui n'est plus uniquement un lieu « d'instruction » mais devient de plus en plus un lieu d'apprentissage de la vie. Le thème le dit. Tout le milieu s'implique : les parents, les CLSC, les groupes communautaires, les organisations de loisirs. L'école où se bâtit l'avenir de nos enfants et de nos adolescents se trouve placée au centre de la vie.

Après les heures de classe, on éveille les élèves aux réalités qui les entourent. Des conférenciers sont invités, des activités sportives organisées, des visites civiques effectuées. Nous approfondirons cette idée qui circule et verrons s'il y a lieu de la pousser plus loin. Prenons l'exemple du projet « Solidarité-Jeunesse », qui s'adresse aux jeunes qui se présentent pour la première fois à un bureau de la sécurité du revenu. Il leur permet d'espérer changer d'avenir. On sait qu'il est salué par plusieurs comme un succès. Le gouvernement est disposé à étendre sa portée si cela peut s'avérer utile. Même s'il ne s'agit pas du seul projet permettant de s'attaquer directement à l'exclusion, il faudra en discuter avec tous nos

partenaires au Sommet. De cela, comme des autres idées qui circulent. L'emploi et l'intégration. Le chantier sur l'emploi s'est fixé des objectifs quantifiables. Ses membres proposent que la société québécoise prenne la responsabilité d'insérer 50 000 jeunes au cours des trois prochaines années, par l'accès à un premier emploi, un stage, un emploi d'été ou un programme de réinsertion.

Cet objectif motivant aura l'avantage de nous obliger au concret pendant nos travaux. Je pense même que nous pouvons ratisser plus large, faire appel à plus de gens et ne pas nous limiter à l'emploi. Pourquoi ne pas décider de faire participer à ce grand mouvement collectif un nombre plus important que 50 000 jeunes? Pourquoi ne pas leur permettre de travailler mais aussi les intégrer de toutes les façons, les faire voyager, au Québec et à l'extérieur, les initier aux langues du monde, bénéficier de leurs connaissances des nouvelles technologies? C'est un défi que je lance aujourd'hui en particulier à vous, gens d'affaires. Il y a 18 000 entreprises de plus de 20 employés au Québec. Si chacune d'entre elles accepte de participer à cette vaste opération d'ouverture à nos jeunes, à notre avenir, ce sera déjà une bonne base de travail. Un stage, un premier emploi, c'est souvent le début d'une vie adulte épanouie.

Nous sommes aussi préoccupés par la situation parfois précaire des travailleurs autonomes. J'ai noté les prévisions selon lesquelles le nombre d'emplois autonomes dépassera le nombre d'emplois dits classiques dans les prochaines années. La ministre de l'Emploi et du Travail a annoncé récemment qu'elle lançait les travaux de la réforme du Code du travail. La problématique particulière du travail autonome sera bien sûr abordée. Deux priorités immédiates paraissent évidentes : la protection sociale des familles dont les revenus proviennent des fruits du travail autonome et la protection des travailleurs autonomes dépendants, ce que l'on appelle les « faux » travailleurs autonomes. Je tiens à ce que ces sujets soient directement abordés au Sommet. Leurs implications touchent beaucoup de jeunes familles à qui notre société pourrait faciliter la vie. Bien sûr, le milieu des affaires n'est pas seul. Nous avons une responsabilité collective. J'en profite pour souligner l'initiative lancée par le président de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec, Monsieur Henri Massé. L'idée de la création d'un fonds spécial pour la jeunesse est intéressante et aurait l'avantage de permettre une flexibilité d'action pour les jeunes.

Cette responsabilité, le gouvernement la partage aussi. L'exercice que nous allons tenir n'est pas facile, mais nous misons sur la réussite. Au-delà des convictions politiques et des débats qui en découlent, nous serons tous responsables du succès ou de l'échec de nos travaux. Je suis d'ailleurs en accord avec le chef de l'opposition qui, au début du mois, mentionnait (et je cite) : « Le gouvernement du Québec n'est pas le seul visé par ce sommet, mais c'est l'ensemble des acteurs de la société québécoise, le secteur privé, le secteur communautaire et celui de l'éducation. » Il y a quatre ans, c'est dans notre capitale nationale que le grand coup de barre a été amorcé. C'est au même endroit que nous nous retrouverons, à la croisée des chemins et des siècles. Portés par les espoirs et les rêves de la jeunesse, nous pouvons maintenant esquisser notre avenir selon des priorités décidées chez nous, par nous et pour nous.

Ce sommet, je le vois comme une occasion d'échanger sur les objectifs de société autour desquels le Québec doit se mobiliser. Les efforts des quatre dernières années nous placent à pied d'œuvre d'une nouvelle démarche, d'un élan nouveau à imprimer à notre vie collective.

Pour la première fois depuis quarante ans, nous gérons nos affaires avec l'argent que nous gagnons. Nous pourrons, la semaine prochaine, nous présenter devant les jeunes avec la fierté de leur dire que nous avons cessé de charger leur avenir de dépenses qu'ils devront payer à notre place. Après avoir restauré les finances publiques, c'est-à-dire les moyens de l'État, notre prochaine tâche est de redéfinir son rôle afin qu'il réponde plus efficacement aux attentes de nos concitoyens et concitoyennes. Les mutations sociales, économiques et culturelles qui sont en cours nous obligent à dresser les perspectives d'un avenir qui suscite l'espoir et donne leur place aux jeunes. Et c'est justement au cœur de la construction de l'avenir qu'il faut situer l'éducation.

De toute évidence, ce sommet s'occupera beaucoup d'éducation. Bien sûr, d'autres préoccupations ne cesseront pas de nous interpellier: la santé, le fardeau fiscal, la nécessité de maintenir une gestion rigoureuse de nos ressources. Mais l'essentiel est de fixer d'abord nos priorités et, parmi elles, l'espace que doit occuper l'acte éducatif, celui qui façonnera le Québec que nous voulons, qui préparera les jeunes à réaliser les défis de demain, qui perpétuera nos valeurs identitaires.

Quant à moi, dans ce débat qui s'amorce sur les nouvelles priorités dont il faut convenir, je prendrai le parti de la relève.

Merci.